

Note de recherche stratégique 3

La pensée stratégique chinoise : développement d'un *smart power* sur les bases de concepts millénaires

Alice GRANDSERRE

Diplômée en Relations Internationales (INALCO), sinologue spécialiste de l'Asie¹

Devenue la deuxième puissance économique mondiale derrière les Etats-Unis en 2010, la Chine profite des fruits de sa croissance pour accélérer la modernisation de l'Armée populaire de libération (APL). L'heure est au renforcement des capacités de projection des forces navales et aériennes et à la modernisation de l'arsenal nucléaire². L'objectif est d'assurer la protection des intérêts stratégiques et commerciaux du pays dans sa périphérie comme dans le reste du monde. Cette démarche ambitieuse de développement simultané des moyens de défense et de l'économie est justifiée à travers un discours officiel qui s'appuie à la fois sur le concept de « développement pacifique » (*heping fazhan*) et sur la notion confucéenne « d'harmonie » (*hexie*). Cette alliance entre nouveauté et traditions reflète la nature même de la pensée stratégique chinoise contemporaine. Influencée par des concepts anciens, elle est également caractérisée par sa mouvance et son pragmatisme. Paradoxalement, la montée en puissance de la Chine constitue sa principale faiblesse, car elle suscite des réactions d'autodéfense de la part de ses voisins qui s'arment et s'organisent pour contenir le géant chinois.

1 - ENTRE PERSUASION, SEDUCTION ET COOPERATION.....	2
2 - STRATEGIE DE DEFENSE ACTIVE ET LEGITIMATION DU RECOURS A LA FORCE.....	4
3 – REACTIONS REGIONALES FACE A LA « MENACE CHINOISE.....	7
Priorité au réarmement.....	7
Coopération accrue.....	7
Vers l'éclatement d'un conflit armé en Asie Pacifique ?.....	8
POUR APPROFONDIR.....	9

¹ L'auteur s'exprime à titre personnel. Ses propos ne sauraient engager ni l'IRSEM, ni le ministère de la Défense.

² J. PERLEZ, «New Chinese Leader Meets Military Nuclear Officers », in *The New York Times*, 5/12/12.



Les classiques tels que *L'Art de la Guerre* ou *Les 36 stratagèmes* représentent un héritage fructueux pour les stratèges du XXI^e siècle qui se réapproprient les grands principes traditionnels d'adaptabilité, de recours à la force en dernier ressort, d'économie des moyens, et d'équilibre entre les forces opposées. La dynamique ainsi créée semble avoir donné naissance à une pensée stratégique multidimensionnelle caractérisée par un subtil dosage entre diplomatie et coercition, entre séduction et contrainte. En d'autres termes, la stratégie chinoise peut aujourd'hui être assimilée à la notion américaine de *smart power*. Reste à déterminer sous quelle forme elle se manifeste et quels sont les enjeux et les conséquences qui lui sont associés.

1 - ENTRE PERSUASION, SEDUCTION, ET COOPERATION

Les nominations respectives, en juillet 2011 et août 2012, de deux économistes chinois aux postes de directeur général adjoint du FMI et de vice-président exécutif et directeur général de la Société financière internationale illustrent la montée en puissance de la Chine au sein des institutions financières mondiales. Cette ascension s'observe également au niveau régional, notamment dans le cadre des réunions annuelles de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie Pacifique) et de l'ASEAN+3 (Association des nations de l'Asie du Sud-est + Chine, Japon et Corée du Sud).

En ce qui concerne la gestion des dossiers de sécurité internationale, Pékin n'hésite pas à jouer de sa position de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour bloquer certaines décisions susceptibles de compromettre ses intérêts ou, au contraire, pour prendre part à des discussions sur des questions hautement stratégiques. L'opposition d'un troisième double veto sino-russe au projet de résolution de l'ONU sur la question syrienne, le 19 juin 2012, témoigne ainsi de la ferme volonté chinoise de protéger ses intérêts économiques et commerciaux au Moyen-Orient³ tout en condamnant le caractère occidental-centré de l'approche proposée.

Si sa relative dépendance énergétique vis-à-vis de l'Iran explique la prudence de la Chine dans le cadre des discussions sur le dossier du nucléaire iranien, la relation privilégiée entretenue avec la Corée du Nord lui a permis de jouer à plusieurs reprises un rôle central de médiateur dans les négociations informelles sur le programme nucléaire de Pyongyang. Cette capacité de dialogue constitue plus que jamais un atout à l'heure où la péninsule coréenne connaît un regain de tensions significatif. En plus d'envenimer les relations traditionnellement complexes entre les deux Corées, le récent durcissement de la politique militaire nord-coréenne – illustré par le lancement réussi de la fusée *Unha 3* en décembre

³ Devenue le premier consommateur mondial d'énergie en 2010, la Chine importe de grandes quantités d'hydrocarbures. D'après l'Agence américaine d'Information sur l'Energie, le Moyen-Orient aurait contribué à près de la moitié des importations chinoises de pétrole en 2011, l'Arabie Saoudite et l'Iran assurant 30% de l'approvisionnement à eux seuls.



2012 puis le troisième essai nucléaire de février 2013 – a déclenché de vives réactions sur la scène internationale⁴. Après avoir tenté à plusieurs reprises de convaincre le régime nord-coréen de renoncer à tout comportement provocateur ou déclarations belliqueuses envers la Corée du Sud et ses alliés, le président chinois nouvellement élu, Xi Jinping, a finalement laissé entendre dans son discours d'ouverture du Forum économique de Bo'ao, le 6 avril 2013, qu'il ne serait plus en mesure de soutenir diplomatiquement son allié comme par le passé⁵. La nouvelle équipe au pouvoir entend toutefois exploiter ses liens historiques avec Pyongyang et son statut de puissance régionale pour aider à la réconciliation entre les deux Corées. En renforçant son rôle de médiateur, la Chine espère ainsi garantir la stabilité de cette zone hautement stratégique, tout en véhiculant une image de pays responsable. Bien que les dirigeants nord-coréens semblent ignorer l'inquiétude de leur allié traditionnel, la stratégie de persuasion chinoise vis-à-vis de ses voisins semble avoir déjà porté ses fruits.

Le recours successif aux concepts d'« émergence pacifique » (*heping jueqi*) et de « développement pacifique » (*heping fazhan*) – apparus respectivement en 2003 et 2005 – a permis à la Chine de s'insérer durablement dans le paysage politique et financier de l'Asie du Sud-est. Dépourvue de toute connotation agressive – contrairement à la notion d'émergence – la voie du développement pacifique⁶ repose sur la promotion de la paix et de la stabilité mondiales au travers du développement interne chinois, lui-même permis par l'existence d'un environnement propice aux échanges multidimensionnels, à la coopération, au règlement pacifique des différends et à l'édification d'un monde harmonieux dans le respect des cinq principes de coexistence pacifique⁷. Coordination, parité, et alliances sont d'ailleurs les maîtres mots de la « diplomatie harmonieuse » (*hexie wajijiao*) à la chinoise.

Malgré l'instauration d'un climat d'interdépendance entre les Etats riverains de la mer de Chine méridionale, les rivalités territoriales et les nationalismes semblent supplanter la volonté commune de coopération, ce qui explique le caractère ambigu et complexe de la politique menée par la Chine à l'égard de ses voisins. L'adoption d'une stratégie d'oscillation entre dialogue et menace de confrontation permet d'évaluer les gains stratégiques du régionalisme asiatique et de façonner un système de coopération favorable aux intérêts chinois. En plus de privilégier les négociations bilatérales aux discussions multipartites, les dirigeants n'hésitent pas à exploiter à leur avantage les divergences et le manque de cohérence stratégique au sein de l'ASEAN, ainsi que le vide juridique en matière de règlement des questions de souveraineté en mer de Chine du Sud.

⁴ S. TISDALL, J. Mc CURRY, T. BRANIGAN, « North Korea rocket launch prompts international condemnation », in *The Guardian*, 13/12/12, XINHUA, « China 'firmly' opposes DPRK's nuclear test », in *ChinaDaily.com.cn*, 12/02/13.

⁵ RFI, « Tension en Asie: le rappel à l'ordre du président chinois Xi Jinping », in *rfi.fr*, 07/04/13.

⁶ 《中国的和平发展》白皮书 *zhongguo de heping fazhan* « baipishu) [La Chine et son développement pacifique], Office d'information du Conseil des Affaires d'Etat de la RPC, Pékin, septembre 2011. Disponible sur: <http://www.fmprc.gov.cn/fra/ziliao/topics/bps/t862178.shtml>.

⁷ Les cinq principes de coexistence pacifique regroupent : le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-agression mutuelle, la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, l'égalité et les avantages réciproques, et enfin, la coexistence pacifique elle-même.



La signature commune du traité d'amitié et de coopération de 2003 n'a en aucun cas mis fin à la dynamique de renforcement des capacités militaires de la Flotte du Sud, et la Chine réaffirme régulièrement sa souveraineté sur l'ensemble des territoires insulaires de cet espace maritime riche en ressources halieutiques et en hydrocarbures, accompagnant parfois ses revendications d'actes symboliques⁸. Par ailleurs, le caractère non contraignant de la Déclaration de conduite des parties en mer de Chine du Sud (2002) limite fortement sa portée disciplinaire, conférant à Pékin une importante marge de manœuvre pour étendre son emprise sur la région. Au-delà de l'aspect purement économique, la vive concurrence autour du contrôle des îles et récifs des Pratas, des archipels des Paracels et Spratleys, du banc de Macclesfield et du récif Scarborough traduit surtout une politique d'affirmation de la puissance chinoise et de sa souveraineté nationale. Si l'ampleur des enjeux économique-stratégiques du sud-est asiatique explique le refus de toute concession par les autorités chinoises, l'Asie centrale semble offrir un environnement davantage propice à la coopération.

Malgré sa forte réticence à s'engager dans un système d'alliances sécuritaires, la Chine a fait preuve de pragmatisme en fondant l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en juin 2001, avec cinq autres Etats asiatiques – Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Ouzbékistan. Alors que les volets de coopération économique, commerciale, énergétique et technologique de ce regroupement régional permettent le développement des provinces situées à l'ouest du pays, les échanges et les exercices militaires conjoints contribuent à accroître le savoir-faire de l'APL.

La dynamique de l'investissement chinois à l'étranger crée une interdépendance croissante entre Pékin et les pays récipiendaires. Classée au premier rang des Etats détenteurs de bons du Trésor américains, la Chine cherche aujourd'hui à prendre le contrôle d'entreprises étrangères dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie pétrolière ou l'exploitation minière. Outre la création de joint-ventures et le rachat de différents groupes commerciaux, cette volonté d'influence se traduit également par la construction de routes et d'infrastructures, ainsi que par l'envoi d'ingénieurs et de techniciens dans des pays tels que l'Angola, le Nigéria et le Soudan. Cet approfondissement des relations économiques à l'échelle planétaire ouvre par ailleurs la voie à une stratégie de rayonnement culturel illustrée par l'implantation d'instituts Confucius aux quatre coins du monde⁹.

Le développement d'un *soft power* à la chinoise ne se borne toutefois pas au domaine civil. L'APL constitue aussi un instrument essentiel de la politique de « puissance

⁸ Parmi les actes symboliques les plus notables figurent la création, en décembre 2007, d'une région administrative *ad hoc* chargée de gérer les principaux archipels revendiqués en mer de Chine du Sud – avec pour capitale la ville de Sansha, rattachée à la province insulaire de Hainan – et l'utilisation du sous-marin *Jiaolong*, en 2011, pour planter symboliquement un drapeau chinois sur un fond marin de cet espace maritime contesté. En juin 2012, une nouvelle étape a ensuite été franchie avec l'accession de la ville de Sansha au statut de préfecture et l'implantation d'un commandement militaire et d'agences étatiques en son sein.

⁹ A l'heure actuelle, près de 350 Instituts Confucius font la promotion de la langue et de la culture chinoises dans 108 pays et régions du monde.



globale » (*zonghe guoli*) formulée dès 1998 dans le premier Livre blanc chinois sur la défense. La mise en valeur progressive de cette politique dans les six autres Livres blancs publiés entre 2000 et 2011 illustre clairement les ambitions chinoises de développement dans tous les domaines et permet par ailleurs de justifier l'actuelle stratégie de modernisation de l'armée chinoise.

Le récent développement des capacités hauturières de la marine confère aux forces aéronavales un rôle de premier choix dans l'application des nouvelles missions de protection des voies de communication maritimes et de participation à la paix mondiale et au développement. Que ce soit au Sahara occidental, à Chypre – dans le cadre d'une opération de maintien de la paix onusienne – ou au large des côtes somaliennes – dans le contexte de lutte contre la piraterie – Pékin s'efforce de démontrer sa capacité à effectuer des missions dignes de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité. Les opérations annuelles d'assistance médicale effectuées par le navire hôpital *Peace Ark* auprès de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont par ailleurs vocation à mettre en valeur le principe de diplomatie harmonieuse défendu par la Chine ainsi que le caractère bénéfique du développement de son armée. Cette politique de rayonnement comprend également un volet « coopération militaire » permettant à la fois la multiplication des échanges avec les armées étrangères – notamment grâce aux visites et escales régulières du navire-école *Zhenghe* autour de la planète – mais aussi l'accroissement du nombre annuel de manœuvres conjointes bilatérales et multilatérales¹⁰.

2 - STRATEGIE DE DEFENSE ACTIVE ET LEGITIMATION DU RECOURS A LA FORCE

En dépit des efforts fournis pour instaurer un climat de confiance et d'échanges sur la scène internationale, la réalité des risques de menace extérieure conduit la Chine à faire preuve de pragmatisme et d'anticipation en adoptant une stratégie de « défense active » (*jiji fangyu*). Bien que le recours à la force reste envisagé en ultime ressort, elle applique une politique de renforcement préventif des capacités de combat, de projection, de dissuasion et de renseignement de son armée. Si le couplage discours pacifiste - modernisation militaire peut apparaître aux yeux des occidentaux comme une pure et simple contradiction, les chinois y voient une certaine complémentarité, à l'image du yin et du yang.

La publication du Livre blanc sur la défense de la Chine, en 2008, a marqué un tournant dans l'affirmation de cette dialectique. Après avoir longtemps cherché à minimiser les efforts de modernisation de l'APL, la Chine a en effet décidé de faire preuve de plus de transparence en exposant fièrement ses ambitions en matière de défense ainsi que leur légitimité. En plus de fournir pour la première fois des données chiffrées concernant ses

¹⁰ Les manœuvres sino-russes « Union sur la mer 2012 » effectuées en mer Jaune, la « Mission de Paix 2012 » de l'Organisation de Coopération de Shanghai au Tadjikistan, et la manœuvre conjointe « Esprit de coopération 2012 » organisée entre la Chine, l'Australie et la Nouvelle Zélande à Brisbane ont notamment marqué les esprits.



importations et exportations d'armement et son budget militaire, elle a ainsi présenté une politique de défense ayant pour finalité la création de forces armées informatisées capables de gagner toute sorte de conflits, y compris des guerres asymétriques. La protection des frontières et de l'espace national, le développement aussi bien quantitatif que qualitatif des outils de défense – en vertu du principe de « révolution dans les affaires militaires » (*junshi geming*) – et la promotion d'une stratégie nucléaire d'autodéfense constituent par ailleurs des objectifs intermédiaires cruciaux mentionnés dans le dernier Livre blanc paru en mars 2011.

Afin de répondre de manière efficace à l'évolution de ses besoins sécuritaires, l'APL a engagé en 2003 une politique de restructuration de ses forces militaires, misant à la fois sur une réduction drastique et une optimisation de ses effectifs terrestres¹¹, sur la modernisation de son arsenal et sur l'interopérabilité de ses forces armées. Si l'actuel contexte de mondialisation et de maritimisation accrue tend à faire la part belle à la marine et l'aviation, l'armée de terre conserve un rôle hautement stratégique de gardienne des frontières terrestres et de garante de la stabilité du régime. Au cours des deux dernières décennies, des efforts ont été portés sur la création d'unités mobiles de réaction rapide plus efficaces, capables d'effectuer des manœuvres sur de grandes distances, de procéder à des frappes air-sol dans la profondeur ou encore de mener des opérations de renseignement. La politique de remplacement des matériels obsolètes, la création d'une aviation spécifique à l'armée de terre et la fabrication locale d'équipements modernes tels que le char ZTZ 99 ont d'ailleurs contribué au renforcement de leurs capacités de combat aéroterrestre. Les moyens de projection et l'expérience de terrain de ces forces demeurant relativement limitées, la doctrine militaire chinoise repose sur le développement de capacités de projection essentiellement aériennes et maritimes.

Alors que la mise en service progressive d'avions de quatrième génération tels que le J-10 et le J-11B contribue à l'amélioration des capacités offensives de l'aviation chinoise, le récent succès de l'atterrissage d'un chasseur J-15 sur le pont du porte-avions baptisé *Liaoning*¹² marque une étape symbolique vers l'acquisition d'une capacité de dissuasion en mer. Dans le contexte de réorientation de la politique de sécurité américaine vers l'Asie, Pékin ressent le besoin d'acquérir des moyens de dissuasion susceptibles de tenir les Etats-Unis – ou tout autre adversaire – hors de sa zone d'influence. Située au nord de la mer de Chine méridionale, la base navale de Sanya pourrait constituer, dans un avenir proche, l'instrument privilégié de cette stratégie de déni d'accès¹³ puisqu'elle semble destinée à accueillir les futurs sous-marins nucléaires et les navires de haute mer de la marine chinoise¹⁴.

¹¹ La composante terrestre de l'APL, qui regroupe plus de 70% du total de ses effectifs, compte aujourd'hui 1,25 millions d'hommes, soit deux fois moins qu'en 2003.

¹² REUTERS, « China completes jet fighter test flights on its first aircraft carrier », in *The Guardian*, 25/11/12.

¹³ Fait référence au concept américain d'*Anti-Access/Area Denial* ou A2AD.

¹⁴ En 2008, des images satellites de Digital Globe révélaient déjà la présence de deux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de classe *Jin* (type 094), de trois destroyers de type *Luyang*, et d'une frégate moderne



Le développement de SNLE de classe *Jin* (type 094) s'inscrit dans la politique de renforcement de la capacité de frappe en second de l'APL¹⁵. Notons toutefois que la dissuasion nucléaire chinoise repose essentiellement sur la production locale et l'amélioration de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) de type DF-31, DF-31A et DF-5. Dotées de systèmes de correction de la trajectoire et de systèmes de contre-mesures améliorés, ces armes ont une portée suffisante pour frapper des puissances concurrentes nucléarisées à l'image de l'Inde, de la Russie et des Etats-Unis¹⁶. Le déploiement permanent de plus d'un millier de missiles balistiques de courte portée (SRBM) face à Taiwan constitue par ailleurs un moyen de pression envers « l'île rebelle » et son allié américain. Si l'incontestable supériorité militaire de Washington permet de relativiser le risque de menace nucléaire chinoise, certains programmes font l'objet d'une attention particulière en raison de leur sensibilité. C'est par exemple le cas de l'actuel projet de développement d'un missile balistique antinavire (ASBM) de type DF-21D capable de frapper des porte-avions dans le Pacifique.

La définition de la posture nucléaire de la Chine semble clairement influencée par ses perceptions des intentions américaines. La présence continue de la VII^e Flotte en Asie constitue un facteur d'inquiétude, tout comme la politique controversée de défense antimissile des Etats-Unis. Par ailleurs, Pékin voit d'un mauvais œil le régime dérogatoire dont bénéficie l'Inde dans le cadre de l'accord de coopération sur le nucléaire civil signé avec Washington en septembre 2008, dénonçant une violation du Traité de non prolifération (TNP) par les Etats-Unis. Alors que la récente réussite des tests du missile balistique longue portée *Agni V*¹⁷ tend à contrarier l'hégémonie nucléaire de la Chine sur l'Asie, le développement de missiles indiens de courte et moyenne portée capables d'atteindre les sols pakistanais et chinois laisse planer des risques d'attisement des rivalités régionales traditionnelles, notamment autour du contrôle du Cachemire, territoire sensible aujourd'hui partagé entre les trois Etats. Si la question taïwanaise reste le principal élément susceptible de faire évoluer la doctrine nucléaire chinoise, les conflits de souveraineté en mer de Chine et les rapports de forces complexes dans les parties sud et centrale de l'Asie justifient à eux seuls, selon Pékin, le déploiement de rampes de missiles mobiles chinois.

Pourtant adhérente au TNP depuis 1992 et partisane du désarmement nucléaire dans le respect mutuel et la coordination, la Chine a souvent été critiquée pour l'opacité de son programme nucléaire et ses exportations continues de technologies sensibles en direction

de type *Jiangwei* sur ce site, http://i.telegraph.co.uk/multimedia/archive/00666/china-nuclear-big_666891a.jpg.

¹⁵ Ces sous-marins de dernière génération sont vraisemblablement destinés à porter des missiles balistiques JL-2 d'une portée de 7 400 à 8 000 km. Une fois opérationnels, ils conféreront à la Chine une capacité de dissuasion nucléaire accrue.

¹⁶ D'après le Département de la Défense américain (DoD), le DF-31 a une portée supérieure à 7 200 km, celle du DF-31A excède 11 200 km et le DF-5 peut frapper une cible à une distance d'environ 13 000 km. US DoD, Annual report to Congress, « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China », 2012, p.43.

¹⁷ AFP, « L'Inde a effectué un tir d'essai de missile à longue portée », in *Le Monde.fr*, 19/04/2012.



de pays à risque, au premier rang desquels le Pakistan et la Corée du Nord. En outre, la logique actuelle d'équilibre entre participation aux efforts internationaux de non-prolifération des armes nucléaires et investissements dans la modernisation de ces mêmes armes laisse planer des doutes concernant ses intentions. En plus de justifier cette dynamique de modernisation par une volonté de rattraper son retard technologique par rapport aux Etats-Unis et à la Russie, Pékin tente de rassurer les pays voisins en réaffirmant régulièrement le caractère purement défensif de sa politique nucléaire ainsi que son adhésion au principe de non-emploi en premier. Particulièrement représentatif de la stratégie de défense active, ce choix permet d'éviter toute situation extrême. L'objectif n'est pas de détruire l'adversaire, mais bien d'acquérir des capacités militaires suffisantes pour le dissuader de toute attaque, ou pour riposter le cas échéant. Paradoxalement, cette posture défensive permet donc à la Chine de légitimer le recours à la force en cas de menace de ses « intérêts vitaux » (*hexin liyi*). Depuis quelques années, la Chine adopte une position plus ferme en réaffirmant ses revendications territoriales et maritimes dans les trois mers semi-fermées qui bordent ses côtes. Que ce soit en mer de Chine méridionale face au Viêt Nam, aux Philippines, à l'Indonésie, à la Malaisie et au Brunei, en mer Jaune face aux deux Corées ou en mer de Chine orientale face au Japon, le gouvernement chinois s'appuie sur des arguments historiques pour justifier l'envoi de navires de patrouille à proximité d'îlots et de récifs qu'il considère être les siens. Par souci de contrôle de l'escalade de la violence, le déploiement de navires de guerre dans ces zones à fortes tensions est généralement proscrit, sauf dans le cadre d'exercices militaires. Cependant, le recours croissant à des unités paramilitaires rattachées à l'administration chinoise laisse percevoir l'existence d'une stratégie de défense à double facette.

Totalement indépendants de la marine de guerre, les navires des neuf grandes agences de surveillance chinoises – les « neuf dragons » – fournissent aujourd'hui à la Chine des moyens de coercition accrus en cas de querelles de pêcheurs ou de conflit territorial. Alors que cette alternative fait déjà l'objet de nombreuses critiques en raison de son caractère ambigu, le reclassement de certains bâtiments de guerre vieillissants en navires de surveillance accroît la méfiance des pays voisins. En outre, l'organisation régulière de démonstrations de force de la marine chinoise à proximité des côtes du Japon et autour des archipels contestés de la mer de Chine du Sud – notamment les Paracels et les Spratleys – attise les tensions régionales. En plus de constituer un entraînement pertinent pour le personnel militaire chinois, ce type de manœuvres permet de mettre en avant les capacités de combat renforcées de l'APL tout en faisant oublier ses faiblesses dans les domaines de l'aviation et des systèmes C4ISR¹⁸. Malgré tout, l'image de puissance ainsi projetée alimente l'idée de menace chinoise dans la région.

3 – REACTIONS REGIONALES FACE A LA MENACE CHINOISE

¹⁸ Le terme C4ISR vient de l'expression américaine *computerized command, control, communications, intelligence, surveillance, and reconnaissance*.



Priorité au réarmement

Pour protéger leurs intérêts nationaux et assurer leur sécurité de façon indépendante, les pays voisins de la Chine s'efforcent d'accroître leurs propres capacités militaires. Considéré comme un multiplicateur de puissance, le sous-marin s'affirme comme une arme privilégiée dans le contexte de concurrence régionale qui règne en Extrême-Orient et en Asie Pacifique. Le Japon, qui possède déjà 16 sous-marins, prévoit ainsi l'acquisition de cinq bâtiments à propulsion diesel supplémentaires d'ici 2015¹⁹. De son côté, la Corée du Sud envisage un passage de 12 à 18 sous-marins à la même échéance²⁰. En Asie du Sud-est, Singapour, la Malaisie, l'Indonésie et le Viêt Nam prennent également part à cette course aux sous-marins dans le but d'accroître leurs capacités de déni d'accès.

Ce phénomène de réarmement s'étend jusque dans l'océan Indien, comme en témoigne la mise à l'eau de son premier sous-marin nucléaire par New Delhi en avril 2012. L'active politique indienne d'acquisition de sous-marins, de grands navires de guerre et d'avions de combat s'explique en partie par la peur d'une éventuelle intrusion chinoise dans sa zone d'influence. Le renforcement progressif des relations stratégiques sino-pakistantaises et la multiplication des investissements chinois dans de nombreux ports étrangers basés sur le pourtour de l'océan Indien traduisent une emprise chinoise croissante dans la région. Afin de renforcer sa crédibilité face au géant chinois, l'Inde développe des relations stratégiques avec des Etats partageant ses intérêts. Cette démarche s'inscrit dans une tendance généralisée à la coopération dans le cadre de la lutte contre « l'expansionnisme chinois ».

Coopération accrue

Depuis quelques années, les Etats-Unis profitent des appels de leurs alliés asiatiques pour renforcer la présence de leur VII^e flotte dans le Pacifique Ouest et approfondir leurs relations stratégiques avec le Japon, la Corée du Sud, les Philippines, Singapour mais aussi l'Australie. Le récent rapprochement de Washington avec Hanoï constitue un facteur d'inquiétude pour la Chine qui redoute l'éventuelle création de bases militaires américaines à quelques centaines de kilomètres de ses côtes. A l'heure où la Russie et le Viêt Nam consolident les fondements de leur partenariat stratégique, l'implication croissante des Etats-Unis et de l'Inde dans les mers de Chine laisse transparaître la possibilité d'un « encerclement militaire de la Chine » (*zhongguo junshi baowei*).

Vers l'éclatement d'un conflit armé en Asie Pacifique ?

Le phénomène d'association de différentes nations face à une menace commune permet de relativiser quelque peu la pertinence de la politique de contrainte chinoise. Cependant, le recours à la coercition présente aussi des avantages. En adoptant une

¹⁹Programme de défense à moyen terme 2011-2015 du Japon, http://www.mod.go.jp/e/d_act/d_policy/pdf/mid_termFY2011-15.pdf.

²⁰ International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2009*, p.397.



stratégie de tension délibérée dans le cadre du contentieux sino-japonais autour des îles Senkaku/Diaoyu, le président Xi Jinping espère galvaniser les foules par le prisme du nationalisme. L'objectif final est d'asseoir sa légitimité politique à l'heure où les difficultés sociales se multiplient²¹.

Si l'éclatement d'un conflit armé entre Pékin et ses voisins paraît improbable à l'heure actuelle, l'accroissement général des capacités militaires dans la région et l'exacerbation des nationalismes constituent des facteurs tensiogènes non négligeables. Un glissement vers des affrontements de haute intensité aurait des conséquences déstabilisatrices non seulement pour les pays asiatiques, mais aussi pour tous les acteurs extérieurs possédant des intérêts économique-stratégiques dans la région. C'est notamment le cas de la France dont 67 % du trafic de conteneurs passe par les voies commerciales de la mer de Chine du Sud²². Le blocage de ces routes maritimes aurait par conséquent un impact

²¹ L'éclatement de révoltes très médiatisées dans le village de Wukan en décembre 2011, l'affaire Bo Xilai début 2012 et les autres scandales à répétition témoignent d'un malaise croissant au sein de la société chinoise.

²² L.VIELLARD, M. ANQUEZ, JP HISTRIMONT, *Vulnérabilités de la France face aux flux maritimes*, CEIS, Paris, janvier 2012, p.124, disponible sur le site du ministère de la Défense.

²¹ N. NOUGAYREDE « [Le tournant délicat de la France vers l'Asie](#) », in *Le Monde*, 28/10/12.

POUR APPROFONDIR

《2008年中国的国防》白皮书(« 2008 nian zhongguo de guofang » baipishu), [Livre blanc sur la Défense de la Chine en 2008], Pékin, janvier 2009.

Disponible sur le site du ministère de la Défense nationale de la République populaire de Chine.

Version anglaise : http://english.gov.cn/official/2009-01/20/content_1210227.htm

Document à parution bisannuelle. Avec un contenu plus complet et une portée plus large que les versions précédentes, l'édition 2009 se veut être le symbole d'une transparence militaire accrue.

《2010年中国的国防》白皮书(« 2010 nian zhongguo de guofang » baipishu), [Livre blanc sur la Défense de la Chine en 2010], Pékin, mars 2011.

Version anglaise : http://english.gov.cn/official/2011-03/31/content_1835499.htm

En plus de réunir les principes de bases de la pensée stratégique chinoise, cette édition 2011 – la dernière en date – met l'accent sur les mesures de confiance, d'une part, et sur l'importance du dialogue autour des frontières et de la sécurité maritime d'autre part.

Michel BARR, « [Mythe et réalité du soft power de la Chine](#) », in *Études internationales*, Volume 41, numéro 4, décembre 2010, p. 503-520.

Disponible sur : <http://www.erudit.org/revue/ei/2010/v41/n4/045560ar.html>

L'auteur procède à une analyse à la fois concise et exhaustive du *soft power* de la Chine en concentrant sa réflexion sur la promotion de sa puissance par la culture et les programmes linguistiques. Il rend compte du décalage entre la compréhension chinoise du *soft power* et les interprétations parfois erronées des analystes occidentaux, susceptibles d'alimenter la montée en puissance de la Chine et de donner naissance à une sorte de prophétie auto-réalisatrice.

Anthony CORDESMAN & Nicholas YAROSH, *Chinese Military Modernization and Force Development: A Western Perspective*, CSIS, Washington D.C., juillet 2012, 226 pages.

Une analyse exhaustive de l'évolution et des caractéristiques de l'APL depuis 1985. Divisé en neuf chapitres – forces armées, ressources, doctrine militaire, organisation, les trois armées, Seconde artillerie, situation dans le détroit de Taiwan –



négatif direct sur l'activité de nombreuses entreprises françaises qui s'approvisionnent en Asie.

Alors même que la France aspire à une certaine stabilité en Extrême Orient et en Asie du Sud-est en raison de sa présence permanente dans le Pacifique et l'océan Indien, sa stratégie de pénétration du marché de défense asiatique contribue indirectement à exacerber les tensions régionales. La coopération militaro-industrielle entre la France et les pays voisins de la Chine (notamment l'Inde et la Malaisie) suscite l'agacement de cette dernière. Lors de la première visite officielle du Premier ministre Jean-Marc Ayrault en Asie, en octobre 2012, l'établissement d'un accord de partenariat stratégique entre Paris et Singapour a fait l'objet de fortes critiques, tout comme les discussions sur l'achat de matériels militaires français par les Philippines¹. L'enjeu majeur de ces prochaines années consistera donc à définir une politique asiatique équilibrée, susceptible de satisfaire l'ensemble des partenaires stratégiques de la France, ou à défaut, une majorité d'entre eux. En définitive, toute la difficulté repose sur la capacité des autorités à se projeter au-delà des sphères économique et commerciale afin de déterminer clairement le rôle que pourrait jouer la France en matière de sécurité dans cette région en pleine effervescence.

le document contient de nombreux graphiques et tableaux récapitulatifs riches en informations. Cet apport occidental constitue un parfait complément du Livre Blanc pour comprendre les fondements de la pensée stratégique chinoise.

Richard HALLION, Roger CLIFF & Phillip SAUNDERS, *The Chinese Air Force – Evolving concepts, roles and capabilities*, NDU Washington, 2012, 394 pages.

Cette étude d'avant-garde est en fait un recueil de contributions des plus grands spécialistes dans le domaine. Elle dresse à la fois l'état actuel et les perspectives d'avenir de l'armée de l'air de la Chine en apportant une analyse complète de son organisation, de sa doctrine, de son industrie et de la formation de son personnel.

Edward LUTTWAK, *The Rise of China vs. the Logic of Strategy*, Harvard University Press, Etats-Unis, novembre 2012, 276 pages.

Cet ouvrage propose une analyse prospective sur le moyen terme de la « logique de la stratégie » actuellement adoptée par la Chine et reposant sur le développement simultané de l'économie nationale et du militaire. L'auteur s'efforce de démontrer que cette politique est vouée à l'échec en mettant notamment en lumière le paradoxe entre la montée en puissance de la Chine et la formation progressive d'une coalition d'Etats pour lutter contre son hégémonisme.

Jean-Loup SAMAAAN, *La menace chinoise, une invention du Pentagone ?*, Vendémiaire, Paris, octobre 2012, 167 pages.

Par une analyse très documentée et basée sur une enquête de terrain, l'auteur aborde la question de la menace chinoise de façon inédite, de ses origines théoriques à sa déclinaison concrète en matière de budgets militaires et de déploiement des forces en Asie. La question taïwanaise, les rivalités en mer de Chine méridionale, la problématique du nucléaire et les principales stratégies chinoises sont notamment illustrées par des cartes en couleur.

